La gauche va accoucher

Pour la première fois, LFI et EELV ont signé un accord en vue des législatives. Les discussions sont en bonne voie avec le PS et le PCF, en dépit de divergences et d'oppositions internes.

« *On peut parler d'un accord historique.* » Tout sourire, hier matin sur France Inter, Manuel Bompard était à deux doigts de sabrer le champagne. Le directeur de campagne de LFI a salué l'accord signé dans la nuit entre La France insoumise (LFI) et Europe Écologie Les Verts (EELV). « *L'enjeu, c'est de constituer une nouvelle force, une coalition, avec le programme le plus ambitieux*, commentait plus sobrement Julien Bayou, secrétaire national d'EELV. *Des désaccords subsistent sur les questions internationales. Mais nous pouvons nous* [entendre] *sur des mesures qui relèvent du domaine de l'Assemblée et agir pour le climat.* »

Dans les faits, les Verts ont dû avaler quelques couleuvres pour porter sur les fonts baptismaux cette Nouvelle Union populaire écologique et sociale. Ils ont notamment validé le principe de « *la désobéissance à un certain nombre de règles européennes qui nous empêcheraient de mener cette ambition écologique et sociale* ».

Pour le reste, les écologistes ont épousé les grandes orientations des Insoumis : retraite à 60 ans, blocage des prix des biens de première nécessité et Smic à 1 400 euros nets. En contrepartie, ils ont obtenu l'inscription dans le futur programme commun de l'achat d'un… vélo pour tous les jeunes. Ils pourront présenter des candidats dans une centaine de circonscriptions.

Des communistes qui n'ont pas vraiment le choix…

Avec les socialistes et les communistes, les négociations ont repris hier après-midi. En dépit d'une divergence de vues radicale sur le nucléaire, défendu bec et ongles par Fabien Roussel et voué aux gémonies par Jean-Luc Mélenchon, un pacte LFI-PCF semblait à portée de stylo hier soir.

« *Nous appelons de nos vœux cette grande coalition de la gauche et des écologistes depuis le premier tour,* rappelait avec enthousiasme le premier secrétaire du PCF. *S'il faut aller jusqu'à la nuit, nous irons. Il n'y a pas de plan B, il n'y a qu'un plan A.* »

« *La marge de négociation des communistes est très faible,* décrypte la politologue Chloé Morin. *Leur implantation locale, autrefois très importante, a fondu. Ils doivent à tout prix sauver leur groupe parlementaire. Sans cela, ils risquent de disparaître.* »

… et des socialistes qui freinent des quatre fers

Les tractations semblaient plus délicates avec les socialistes. Plusieurs « éléphants » du parti à la rose ont dénoncé la perspective d'un accord. À commencer par Jean-Christophe Cambadélis, ancien premier secrétaire, qui a publié une lettre ouverte accusant LFI de vouloir « *sortir des traités européens* » et se lancer dans des « *dépenses vertigineuses impraticables.* »

Sébastien Le Foll, proche de François Hollande, a violemment attaqué l'actuel responsable du PS : « *L'urgence pour Olivier Faure est de se sauver lui-même,* s'indigne l'ancien ministre de l'Agriculture dans *Le Point. Il est prêt à brader toute l'histoire socialiste pour un accord sur vingt circonscriptions, c'est inacceptable.* »

« *Sur le papier, la question européenne va nécessiter des contorsions sémantiques,* confirme Chloé Morin. *Olivier Faure était le premier à dire que les divergences de vues sur l'UE justifiaient des candidatures distinctes à la présidentielle. Cependant, le PS ne peut pas faire l'économie d'un accord.* »

« *Cela risque de provoquer une scission,* poursuit la politologue. *Mais ceux qui choisiraient de partir, comme Hollande, n'auraient pas une grande capacité d'entraînement. Les élus actuels jouent leur réélection ; ils sont les plus enclins à conclure un pacte.* »

L'union à gauche permettrait à plusieurs centaines de candidats d'être présents au second tour des législatives ; une centaine d'entre eux pourraient être élus. « *Pas de quoi former une majorité,* conclut Chloé Morin. *Mais assez pour exister !* » [1]

LIONEL PAOLI
lpaoli@nicematin.fr

1. Le Palais Bourbon compte actuellement onze députés PCF – ils ont constitué un groupe avec quatre élus d'Outre-mer –, 17 Insoumis, 25 socialistes et aucun EELV.

Questions à Manon Aubry, députée européenne et négociatrice pour LFI

« Pas de bidouille, pas de tambouille : nous défendons un projet pour changer la société »

(Photo archives Clément Tiberghien)

« *Un accord global est à portée de main.* » Dans la voix de Manon Aubry, la phrase brille comme un soleil. La députée européenne varoise, membre de l'équipe des Insoumis en charge des négociations avec les autres formations de gauche, l'assure : « *Nous allons transformer la société pour changer la vie de millions de gens.* »

Les divergences de LFI avec EELV, notamment sur l'Europe, sont majeures. Vous avez tout mis sous le tapis ?
Pas du tout ! Je connais bien le sujet européen, puisque j'ai été à la manœuvre sur cette question. On a d'abord listé nos points d'accord avec les Verts : nous souhaitons nationaliser EDF, mettre un terme à la privatisation du rail… Puis nous avons fait un constat partagé : tout cela est contraire au droit européen. Pour mettre en œuvre notre programme, il est donc nécessaire de désobéir à certaines règles.

Peut-on ne pas appliquer les traités sans sortir de l'Europe ?
Oui, c'est possible ! La fameuse règle du déficit limité à 3 % a été bafouée 171 fois en vingt ans. Savez-vous combien de sanctions ont été prononcées ? Zéro ! L'Espagne a demandé à pouvoir intervenir sur le marché de l'énergie : une dérogation a été accordée, puis étendue au reste de l'Europe. Même chose pour l'Allemagne qui a sorti l'eau potable de la privatisation. *[Elle sourit]* Ce qui ce joue aujourd'hui, c'est peut-être la fracture du référendum de 2005 qui est en train de se refermer.

Certains caciques du PS – Le Foll et Cambadélis notamment – accusent LFI de vouloir « *sortir des traités européens* ». Ils ont tort ?
C'est un épouvantail qu'ils agitent pour faire peur. Nous ne voulons pas de Frexit ; nous ne voulons ni quitter l'Europe, ni sortir de la zone euro.

Les discussions se poursuivent avec les socialistes, les communistes et le Nouveau Parti anticapitaliste. Pensez-vous qu'elles vont aboutir ?
Oui. On avance doucement, mais sûrement. Ce sera peut-être un peu plus long avec le PS, parce qu'on a perdu l'habitude de se parler. Je préfère qu'on prenne le temps nécessaire pour aplanir tous les soucis. J'aimerais qu'on signe mardi *[aujourd'hui, Ndlr]*, jour anniversaire de l'arrivée au pouvoir du Front populaire en 1936.

Le PS est beaucoup mieux implanté localement que LFI. Allez-vous en tenir compte ?
Bien sûr. Les circonscriptions que LFI revendique ne sont pas proportionnelles à notre score de la présidentielle.

Un accord avec le PS pourrait être bloqué par le conseil national du parti. Est-ce une chose que vous redoutez ?
C'est un risque, en effet. À eux de le gérer. Nous, nous ne voulons pas de bidouille, pas de tambouille : nous défendons un projet pour changer la société.

Pour obtenir un accord, quelles concessions LFI est-elle prête à faire ?
On veut un programme commun sur l'essentiel. Il y aura peut-être 5 % sur lesquels on acceptera de nuancer.

PROPOS RECUEILLIS PAR L. P.

d'une union au forceps

(DR)

L'ÉDITO
de
DENIS JEAMBAR

Journaliste et écrivain
edito@nicematin.fr

Soumis et Insoumis

La décomposition politique née de l'élection présidentielle de 2017 est toujours à l'œuvre. La preuve, cette entrée définitive en agonie du Parti socialiste : né en juin 1971 au congrès d'Epinay, le PS de François Mitterrand, déconsidéré par les 1,7 % d'Anne Hidalgo le 10 avril dernier, pourrait en effet choisir la soumission à la radicalité de Jean-Luc Mélenchon.

S'il accepte de signer, après les Verts, un accord avec la France insoumise pour les élections législatives, Olivier Faure, le premier secrétaire du PS, se couchera devant un homme dont il disait très récemment, qu'il avait franchi *« la ligne rouge »*.

Arrivé simplement en troisième position du premier tour de la présidentielle – certes de peu –, le leader de la France insoumise a réussi à faire croire, grâce à son talent oratoire et sa force de conviction, qu'il pouvait gagner les élections législatives. Du coup, il a embarqué derrière lui toutes les formations de gauche agonisantes en dépit d'un programme qu'il n'a pas vraiment amendé. Les concessions qu'il est prêt à faire pour parvenir à ses fins n'effacent en rien les propositions qui révulsaient hier la direction du PS. Cette nouvelle version de l'union de la gauche, rebaptisée « Nouvelle Union Populaire » (NUP), ressemblerait donc à un sauve-qui-peut pour le Parti socialiste.

Que peut-il sauver, d'ailleurs ? Des députés sans doute, mais il est probable qu'il perdrait ses dernières plumes dans cette alliance.

Si la NUP l'emportait aux législatives, ce qui est pour l'heure peu probable, les socialistes devenus parlementaires mesureraient très vite les conséquences de leur soumission dans une majorité qui serait sous la botte d'un Jean-Luc Mélenchon ayant enfilé les habits de Premier ministre. Avant même le verdict du scrutin législatif, le PS va de toute façon beaucoup tanguer. On n'imagine guère Bernard Cazeneuve, Martine Aubry, Carole Delga, François Hollande – que Mélenchon qualifiait jadis de « capitaine de pédalo » – et bien d'autres encore parmi les baronnes et barons du PS, dirigeants de Régions, de Départements et de villes, accepter sans dire un mot cet accord s'il est conclu. Ils garderont leur liberté de parler et d'agir à leur guise.

Quoiqu'il advienne au demeurant, le PS est redevenu la SFIO dans sa version socialiste de la IVe République : une pétaudière dans laquelle personne n'obéit à personne.

Avec ou sans accord NUPtial, un déclin définitif l'attend, qui n'ira pas sans une refondation sociale-démocrate que certains, à l'image de Jean-Christophe Cambadélis, préparent déjà. Une utopie ?

En Europe, tous les socialistes ont marginalisé la radicalité qui les menaçait. Ils gouvernent en Allemagne, en Espagne, au Portugal, en Europe du Nord. Tous regardent avec stupéfaction la gauche française proche de faire le contraire.

> *« On n'imagine guère Bernard Cazeneuve, Martine Aubry, Carole Delga, ou François Hollande accepter sans dire un mot cet accord s'il est conclu. »*

Les réactions varoises

Jean-Laurent Felizia, EELV

« C'est un accord inédit. Ce projet commun devrait permettre une réelle convergence d'idées. Lors de nos négociations, tout a été plus ou moins mis à plat. Grâce à nous, l'Union populaire est devenue la Nouvelle Union populaire écologique et sociale. On a fait de gros sacrifices pour défendre une vraie alternative face à l'ultralibéralisme du Président réélu. J'espère que cet accord se dédouanera de toute autre perspective que celle de gagner cette élection. »

Pierre Daspre, secrétaire départemental du Parti communiste

« Notre position est la même depuis mai 2021 lorsque l'on réclamait un pacte commun. Il n'y a pas eu de réelles discussions jusqu'à la présidentielle et on le regrette. Là, on attend les dernières heures pour essayer de monter ce projet. Samedi, nous avons refusé un accord parce que nous avions trop peu de candidats communistes alignés. Les négociations reprennent ce mardi. Ce qui est sûr, c'est que nous souhaitions que tous les acteurs puissent se réunir autour d'une table pour discuter. Ce n'est pas le cas. Et sur la manière, c'est très contestable. »

Michel Durbano, Parti socialiste, élu à La Garde

« Pour moi, Mélenchon, c'est un adversaire. Discuter avec les écolos et le Parti communiste, OK. Mais discuter avec LFI, c'est renier 40 ans d'histoire du Parti socialiste. Mélenchon porte une gauche de contestation avec des projets irréalisables. J'ai surtout l'impression que l'on fait cette union pour sauver certains sièges et notamment celui d'Olivier Faure *(le patron du PS, Ndlr)*. Je reconnais que depuis quelques jours, je me pose des questions sur mon maintien dans le Parti socialiste. J'attends le congrès à l'automne pour clarifier la ligne du parti et ensuite, je prendrai ma décision. »

F. DA.

Marc Vuillemot, « animateur » historique des gauches : « Il faut laisser les egos de côté »

Il a mis son clignotant et s'est rangé. La politique ? Terminé. Pourtant, dans La Seyne, difficile de passer inaperçu à ses côtés. Poignées de mains, « checks » anti-Covid, sourires, petites attentions, Marc Vuillemot continue d'échanger avec les Seynois. *« Comme [il l'a] toujours fait »*. Lui qui, durant ses deux mandats de maire, n'aura cessé de tenter de rassembler les gauches, est persuadé que pour les législatives, cette union a du sens. *« Je suis convaincu que les diverses sensibilités des gauches et de l'écologie ont tout à y gagner. On a bien vu qu'en y allant de manière séparée, ça ne fonctionne pas. Ensemble, ça ouvre des possibilités. »*

L'ex-maire de La Seyne, Marc Vuillemot, croit fermement à une union des gauches. Pour lui, les principaux acteurs ont « tout à y gagner ».
(Photo Frank Muller)

Ménager la chèvre et le chou

Et pour parvenir à cette union, l'ex-premier magistrat l'avoue facilement, il faut *« réussir à faire des concessions »*. Et d'ajouter : *« Parfois il y a des divergences d'appréciation, même si malgré tout, nos orientations globales sont communes. Dans ce cas-là, on fait des choix, on* "deale". *Mais tout passe par la discussion permanente. C'est la clé de la réussite. Il faut être un véritable animateur. Un pilote. »*

Jean-Luc Mélenchon est-il cet *« animateur »* ? Marc Vuillemot sourit, avant d'enchaîner : *« Ce statut lui a été conféré par son score à la présidentielle. C'est la France insoumise* (il se reprend), *enfin l'Union populaire, qui mène les discussions. Ils se préparent à traduire territorialement, dans notre département, les décisions arrêtées à l'échelle nationale. Ce que je sais, c'est qu'ici, les protagonistes des appareils politiques discutent entre eux. »*

Mélenchon ? « J'apprécie le tribun »

Si toutes les idées portées par Jean-Luc Mélenchon sont loin de satisfaire l'ancien maire, ce dernier valide pleinement l'idée d'un rassemblement : *« L'Union populaire, c'est une grande équipe. Des gens brillants travaillent avec Mélenchon, je pense notamment à Manuel Bompard, qui est chargé de mener ces discussions. C'est positif. »*

Quid du personnage Mélenchon ? Est-il possible de se rassembler derrière un tel leader ? *« Il a des travers comme tout le monde. Il peut donner le sentiment d'être excessif. En attendant c'est un énorme travailleur. Les presque 700 propositions qu'il a formulées pour l'élection présidentielle en témoignent. Il sait mettre au travail des gens compétents. J'apprécie le tribun qu'il est. »* Mais comme dans toute union, il y aura des déçus. Des laissés-pour-compte. Des egos mis à mal. *« Je reste persuadé qu'on peut mettre tout ça de côté. À La Seyne, notre union a débuté de la sorte. Un jour, une élue minoritaire, comme moi, m'a dit* "Pourquoi tu ne serais pas notre tête de liste ?" *Mais pour moi, qui étais à l'époque au Parti socialiste, je ne l'imaginais même pas. La Seyne devait présenter un candidat du Parti communiste, il n'y avait pas d'autre option dans ma tête. Et pourtant… »*

L'appel républicain

Si Marc Vuillemot porte un regard tout particulier à l'union des gauches, il suit attentivement les campagnes *« des deux autres blocs »*. *« Les néo-libéraux, les macronistes, vont-ils réussir à s'entendre ? Là aussi, il faudra faire des choix. Pareil à l'extrême droite. Chez nous, Zemmour a fait des scores au-dessus de sa moyenne nationale. S'aligneront-ils face au Rassemblement national ? »*

Au fil de la discussion, l'ancien maire l'avoue, la perspective de se retrouver avec des circonscriptions RN lui *« fait peur »*. *« Mais je suis aussi sûr qu'on peut se retrouver avec des duels RN/Gauche… voire même des surprises. »* Et d'ajouter : *« Dans ce cas-là, les néo-libéraux, s'ils sont de vrais républicains, devront voter en conséquence. »* Aujourd'hui fier *« retraité »*, Marc Vuillemot œuvrera-t-il tout de même à cette union locale ? *« Joker »*, sourit le principal intéressé avant de terminer son café.

FLORIAN DALMASSO